

Swiss-Foundations, l'association des fondations donatrices suisses, compte actuellement 51 membres qui, en 2007, ont accordé plus de 280 millions de francs suisses. Cette somme représente 20% du volume total des fonds accordés par toutes les fondations d'utilité publique en Suisse (environ 1 milliard de francs suisses).

La principale demande de l'association concerne l'art. 33a de la loi sur la TVA en vigueur. SwissFoundations plaide pour que cet article soit maintenu dans sa forme actuelle et soit dorénavant repris à l'article 18 du projet de loi sur la TVA.

Audition CER du Conseil national du 26 août 2008 concernant la révision planifiée de la loi sur la TVA

L'utilité publique décharge l'Etat et ne devrait pas être sanctionnée!

Situation de départ

En Suisse, plusieurs centaines de fondations sont créées chaque année. Dans ce domaine, la Suisse occupe une position dirigeante en Europe. Le nouveau droit des fondations, entré en vigueur en 2006, contribue à renforcer cette position. Il existe près de 12'000 fondations d'utilité publique avec un capital de plus de 50 milliards de francs et des versements estimés chaque année à 1 milliard de francs.

Les organisations d'utilité publique et les fondations agissent là où l'Etat et l'économie ne peuvent ou ne veulent plus fournir leur aide. Elles mettent à disposition des fonds pour la formation, la recherche, la culture, l'aide aux enfants et aux jeunes et bien davantage. Elles déchargent ainsi (également) le budget de l'Etat. Un exemple actuel: l'année dernière, les deux Chambres ont à nouveau gelé le budget des monuments historiques. Ceux-ci ont donc maintenant urgemment besoin de fonds privés, provenant entre autre des fondations.

La révision planifiée de la TVA prend aux organisations d'utilité publique de l'argent qui est actuellement utilisé de manière ciblée et précieuse.

1. La différenciation claire entre sponsoring et dons est importante

Les dons à des organisations d'utilité publique et les versements de fondations d'utilité publique sont exemptés de la TVA. Dans les deux projets de lois, les subventions et les dons sont considérés à juste titre comme étant des contre-prestations non-imposables. **Le projet de LTVA est insuffisant en ce qui concerne la différenciation entre le sponsoring imposable et les dons non soumis à l'impôt, tel que réglementé à l'article 33a de la loi sur la TVA en vigueur.** Dans le nouveau projet de loi partie A, la différenciation entre sponsoring imposable et dons non soumis à l'impôt est réglementée en tant qu'exception. Cette fausse position – réglementé en tant qu'exception, l'article serait supprimé si toutes les exceptions prévues étaient abolies – nuit à l'effet de cet article si important pour les fondations.

L'article 33a de la LTVA actuelle est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2006, avec le nouveau droit des fondations. Son but était d'éclaircir la pratique, qui donnait lieu sans arrêt à des discussions et des processus interminables. Un affaiblissement ou même une suppression de cet article annulerait à nouveau la clarté obtenue. Il n'y a pas de raison de s'en écarter à nouveau. Selon le message, la délimitation entre les dons non soumis à l'impôt et le sponsoring imposable devraient être traités tels qu'ils le sont actuellement. Les projets de loi présentés ne permettent cependant pas d'atteindre ce but. C'est la raison pour laquelle SwissFoundations propose trois adaptations (voir annexe).

2. La suppression de la réduction du droit à la déduction de l'impôt préalable est nécessaire

Un défaut supplémentaire du document concerne la déduction de l'impôt préalable. Grâce à elle, la valeur globale d'une marchandise ou d'un service n'est imposée qu'une fois. Selon le projet, les personnes imposables sont tenues de réduire leur déduction d'impôt préalable en conséquence lorsqu'elles reçoivent des dons ou des subventions.

A ce sujet, le message précise que les dons et les subventions sont des «montants qui ne font pas partie de la prestation» et que l'exception de la déduction de l'impôt préalable est «en soi contraire au système». Il est ajouté ensuite de manière lapidaire que «pour des raisons de politique financière, la réduction de la déduction de l'impôt préalable [...] a dû être maintenue dans le cadre des subventions et des dons». **La déduction de l'impôt préalable sur les dons est effectivement contraire au système.** Peter Spori, l'expert mandaté par le Conseil fédéral a déjà critiqué cela. Dans son rapport du 12 mai 2006, il est arrivé à la conclusion que les réductions de l'impôt préalable dans le cadre de subventions et de dons ne peuvent pas être conservées dans la systématique de l'impôt.

D'autres raisons s'opposent encore à la cimentation de cette anomalie:

- L'utilité publique, dont profitent l'Etat et la société, doit être traitée comme un bien digne de protection. Il est absurde de l'encourager d'un côté en la grevant d'impôt d'un autre côté, les destinataires des prestations sociales, culturelles et de formation étant les premiers à devoir assumer cette charge.
- L'utilité publique va presque toujours de pair avec le bénévolat. L'engagement des citoyens pour la collectivité publique, le fameux principe suisse de milice, doit être récompensé et non pénalisé par des taxes fiscales.
- L'argent que les organisations d'utilité publique doivent verser aux impôts ne peut être utilisé à d'autres fins. Cela a pour conséquence que l'Etat est tenu de fournir subsidiairement davantage de soutien. C'est le chat qui se mord la queue.

- Dans une optique fédéraliste, le résultat est une redistribution curieuse et insatisfaisante. Les taxes sur la valeur ajoutée, qui vont à la Berne fédérale, doivent être remplacées par davantage de subventions de la Confédération, des cantons et des communes.
- Les mesures planifiées affaibliraient de manière significative la Suisse qui est actuellement le paradis des fondations. La Suisse perdrait du terrain en comparaison internationale. Une fondation qui n'est pas domiciliée en Suisse n'effectuera généralement pas de versements en Suisse.
- A l'avenir, les fondations recevront des demandes de contributions jusqu'à 6,1% («plus TVA») plus élevées. Cela retombe donc sur les demandeurs présentant de bons projets, mais dont la demande est rejetée.
- D'un point de vue de politique fiscale, la réduction du droit à la déduction de l'impôt préalable n'est en aucun cas impérative. Les « déficits fiscaux » qui résulteraient de la suppression des réductions de déduction d'impôt préalable s'élèveraient à près de 425 millions de francs selon le Département fédéral des finances. Pour maintenir la neutralité au niveau du budget de la réforme, ils pourraient être compensés ailleurs. De plus, la diminution de ces recettes fiscales de la Confédération entraînerait des économies considérables dans les cantons et les communes.

3. La suppression des exceptions touche massivement les destinataires des fondations

La suppression planifiée de nombreuses exceptions touche massivement les destinataires des fondations d'utilité publique, comme par exemple les organisations d'handicapés ou les institutions culturelles. Elles dépendent alors de prestations plus élevées de fondations, d'organisations d'intérêt public ou de l'Etat. La suppression de la réduction du droit à la déduction de l'impôt préalable est d'autant plus importante!

Résumé

SwissFoundations

- est pour le maintien de la différenciation entre le sponsoring imposable et les dons non soumis à l'impôt;
- demande la suppression de la réduction du droit à la déduction de l'impôt préalable pour les organisations d'utilité publique;
- se prononce en faveur du maintien des recettes fiscales d'utilité publique.

Les modifications prévues signifient simplement moins d'argent pour la culture, la formation, la recherche, l'aide aux enfants et aux jeunes, l'aide sociale et le sport.

SwissFoundations continue à s'engager pour que

- la Suisse offre des conditions-cadres attrayantes pour la création et la gestion de fondations, auxquelles la TVA contribue de manière significative;
- le plus d'argent possible soit investi dans des projets d'utilité publique;
- comme c'est déjà le cas aujourd'hui, des initiatives privées déchargent et complètent les activités étatiques de manière significative.

ANNEXE

Pour que le sponsoring et les dons puissent être différenciés clairement, SwissFoundations demande:

- 1. Dans le projet de loi A, le contenu de l'art. 33a LTVA est réglementé dans les exceptions et serait supprimé si ces exceptions étaient abolies. Il doit être ajouté au bon endroit d'un point de vue systématique, soit à la définition des dons (art. 18, al. 2, ch. d projet LTVA). La réglementation au niveau législatif doit être maintenue.
- 2. La teneur rudimentaire de l'actuel projet de l'art. 21, ch. 27 du projet de LTVA doit être remplacée par l'actuelle réglementation explicite. Cette dernière a fait ses preuves. L'art. 33a LTVA réglemente des questions individuelles importantes de manière équilibrée. Seul l'actuel niveau de détails maintient la sécurité juridique réalisée avec peine en 2006 et empêche un retour à la situation antérieure. Les difficultés lors de l'exécution ultérieure de la nouvelle loi pourront ainsi être évitées.
- 3. Le contenu matériel de l'art. 33a LTVA doit être intégré dans la proposition de loi B, dans laquelle il manque actuellement une réglementation analogue à la proposition de loi A.

Etat actuel

Contributions versées à ou par des organisations d'utilité publique
Art. 33a LTVA

- 1 Les organisations d'utilité publique qui reçoivent des contributions ne fournissent pas de contre-prestation lorsqu'elles mentionnent une ou plusieurs fois dans des publications de leur choix, sous une forme neutre, le nom ou la raison sociale de l'auteur de la contribution ou qu'elles ne font que reproduire le logo ou la raison de commerce originale de l'entreprise de ce dernier.
- 2 Les bénéficiaires de contributions versées par des organisations d'utilité publique e fournissent pas de contre-prestation lorsqu'ils mentionnent une ou plusieurs fois dans des publications de leur choix le nom de l'organisation d'utilité publique. Si le nom de l'organisation d'utilité publique contient également la raison sociale d'uneentreprise, le fait de mentionner sous une forme neutre le nom de l'organisation 'utilité publique dans une publication ou de reproduire simplement le logo ou la raison de commerce originale de cette entreprise ne constitue pas une contre-prestation.
- 3 Les principes énoncés aux al. 1 et 2 s'appliquent également lorsque l'aide prend laforme d'une prestation appréciable en argent, notamment celle d'apports en nature.
- 4 Une organisation est réputée d'utilité publique lorsque les conditions énumérées ci-dessoussont remplies:
 - a. il s'agit d'une personne morale qui renonce à la distribution du bénéfice neten faveur de ses membres, de ses sociétésou de des organes qui la composent;si cette personne morale est une société à but lucratif, ce renoncementdoit figurer expressément dans ses statuts;
 - belle affecte irrévocablement ses moyens financiers à des buts d'utilité publique;l'acquisition et l'administration de participations en capital importantesont un caractère d'utilité publique lorsque l'intérêt au maintien de l'entrepriseest subordonné au but d'utilité publique et qu'aucune activité dirigeanten'est exercée;
 - c. elle exerce une activité d'intérêt général;
 - d. elle exerce cette activité de manière désintéressée.

Proposition B du Conseil fédéral

Art. 10 Principe

- ... 4 Une institution est réputée d'utilité publique si les conditions suivantes sont remplies:
 - a. Il s'agit d'une personne morale qui renonce à distribuer son bénéfice net à ses membres, associés et organes; si la personne morale est une société d'acquisition, cette renonciation doit figurer expressément dans ses statuts.
 - b. Ses fonds sont affectés irrévocablement à des buts d'utilité publique ; l'acquisition et la gestion d'importantes participations en capital sont considérées comme d'utilité publique lorsque l'intérêt à la pérennité de l'entreprise est subordonné au but d'utilité publique et qu'aucune activité dirigeante n'est exercée.
 - c. Elle exerce une activité en faveur de l'intérêt général.
 - d. Elle exerce cette activité d'une manière désintéressée."

Proposition A du Conseil fédéral

Art. 18 Principe

- ... 2 Manque de prestation, notamment les mouvements de fonds suivants ne sont pas considérés comme des contre-prestations:
 - d. les dons;
- Art. 21 Prestations exclues du champ de l'impôt
- ... 2 Sont exclus du champ de l'impôt:
 - ... les mentions que les organisations d'intérêt public font en faveur de tiers ou que des tiers font en faveur d'organisations d'intérêt public;"

Proposition de SwissFoundations

Art. 18, al. 2 ch. d projet de LTVA dans les parties A / B:
Art. 18 Principe

- ... 2 Manque de prestation, notamment les mouvements de fonds suivants ne sont pas considérés comme des contre-prestations:
 - ... d. les dons. Sont considérés comme tels les contributions versées à ou par des organisations d'utilité publique. Les organisations d'utilité publique qui reçoivent des contributions ne fournissent pas de contre-prestation lorsqu'elles mentionnent une ou plusieurs fois dans des publications de leur choix, sous une forme neutre, le nom ou la raison sociale de l'auteur de la contribution ou qu'elles ne font que reproduire le logo ou la raison de commerce originale de l'entreprise de ce dernier. Les bénéficiaires de contributions versées par des organisations d'utilité publique ne fournissent pas de contre-prestation lorsqu'ils mentionnent une ou plusieurs fois dans des publications de leur choix le nom de l'organisation d'utilité publique. Si le nom de l'organisation d'utilité publique contient également la raison sociale d'uneentreprise, le fait de mentionner sous une forme neutre le nom de l'organisation d'utilité publique dans une publication ou de reproduire simplement le logo ou la raison de commerce originale de cette entreprise ne constitue pas une contre-prestation. Ces principes s'appliquent également lorsque l'aide prend laforme d'une prestation appréciable en argent, notamment celle d'apports en nature.
- Une organisation est réputée d'utilité publique lorsque les conditions énumérées ci-dessous sont remplies:
 - a. il s'agit d'une personne morale qui renonce à la distribution du bénéfice neten faveur de ses membres, de ses sociétésou de des organes qui la composent;si cette personne morale est une société à but lucratif, ce renoncementdoit figurer expressément dans ses statuts;
 - b. elle affecte irrévocablement ses moyens financiers à des buts d'utilité publique;l'acquisition et l'administration de participations en capital importantesont un caractère d'utilité publique lorsque l'intérêt au maintien de l'entrepriseest subordonné au but d'utilité publique et qu'aucune activité dirigeanten'est exercée;
 - c. elle exerce une activité d'intérêt général;
 - d. elle exerce cette activité de manière désintéressée."

Art. 21. ch. 27 du projet de LTVA dans la partie A et art. 10, al. 4 dans la partie B: supprimer.

Gemeinnützigkeit darf nicht bestraft werden

Vorbehalte der Stiftungen gegen Reform der Mehrwertsteuer

Von Thomas Sprecher*

Im Juni hat der Bundesrat eine Sammelbotschaft zur Vereinfachung der Mehrwertsteuer mit Einheitssatz und Abschaffung der meisten heutigen Ausnahmen verabschiedet. Sie betrifft auch die Stiftungen und andere gemeinnützige Organisationen. Der Autor plädiert dafür, mit der Reform die Attraktivität des Stiftungsstandorts Schweiz nicht zu gefährden.

Die Schweiz wird gelegentlich als Stiftungsparadies bezeichnet. Dies ist nicht unbedenklich, denn im europäischen Vergleich ist das Schweizer Stiftungsrecht nicht mehr ganz so einzigartig. Zudem darf das Stiftungssteuerrecht mit allem Euphemismus nicht paradiesisch genannt werden, auch wenn der Bund und einzelne Kantone die Situation in den vergangenen Jahren ein wenig verbessert haben. Die gesellschaftliche und volkswirtschaftliche Bedeutung des Schweizer Stiftungssektors ist erheblich, obwohl gesicherte Zahlen über Vermögen und Ausschüttungen nicht vorliegen. Die Eidgenössische Stiftungsaufsicht, die 3000 der geschätzten 12 000 gemeinnützigen Stiftungen in der Schweiz beaufsichtigt, spricht von einem Gesamtvermögen von mindestens 50 Milliarden Franken und von Ausschüttungen von mindestens 1 bis 2 Milliarden Franken pro Jahr. Vermutlich sind diese Annahmen zu verdoppeln.

Die Revision zur Vereinfachung der Mehrwertsteuer berührt auch das Stiftungswesen. Sie besteht aus einem Teil A und einem Teil B. Teil A enthält ein vollständig überarbeitetes Mehrwertsteuergesetz mit technisch-formalen Anpassungen. Im Teil B schlägt der Bundesrat zusätzlich vor, einen Einheitssatz von 6,1 Prozent einzuführen und möglichst viele der heute bestehenden 25 Ausnahmen abzuschaffen. Aus Sicht der Stiftungen und des gemeinnützigen Sektors enthalten die Reformvorschläge mehrere kritische Punkte.

Sinnvolle Ausnahmen für Stiftungen

Eine Vereinfachung der ins immer Komplexere geschaubten Regelung der Mehrwertsteuer ist dringend notwendig. Unterstützung verdienen insbesondere Revisionsvorschläge, die den Abbau der Formalismen und der ins Kraut geschossenen Bürokratie bewirken sollen. Ob die vorgeschlagenen Massnahmen allerdings tatsächlich zu Vereinfachungen führen und nicht neue Abgrenzungsfragen und Rechtsunsicherheiten mit sich bringen, ist im Einzelnen zu prüfen. Vor allem muss sichergestellt werden, dass nicht wieder die Verwaltung aus dem Ruder läuft und mit eifriger Unterstützung eines fiskalistisch gesinnten Bundesgerichts mit jedem neuen Merkblatt die Schraube weiter angezogen wird.

Die Abschaffung vieler Ausnahmen ist aus Sicht der Stiftungen zu bedauern. Sie sind davon zwar selbst in der Regel nicht direkt betroffen. Wohl sind dies aber ihre Destinatäre, denn im Umfang, in dem diese zusätzliche Mehrwertsteuern abführen müssen, würden sie von den Stiftungen – oder vom Staat! – mehr Unterstützung benötigen. In beiden Gesetzesentwürfen gelten Subventionen und Spenden richtigerweise nicht als steuerbares Entgelt. Steuerpflichtige Personen, die Subventionen oder Spenden empfangen, müssen diese somit nicht versteuern.

Unzureichende Unterscheidung

Unzureichend geht der Entwurf aber mit der Unterscheidung zwischen steuerpflichtigem Sponsoring und steuerfreien Spenden um, die im geltenden Art. 33a MWStG geregelt ist. Danach erbringen gemeinnützige Organisationen derzeit dann keine Gegenleistung im Sinne des MWStG, wenn der Name oder die Firma des Beitragszahlers einmalig oder mehrmalig in einer Publikation in neutraler Form genannt oder bloss das Logo oder die Originalbezeichnung der Firma/Organisation verwendet wird. Auch Beiträge von gemeinnützigen Organisationen an einen Empfänger, der deren Namen in Publikationen ihrer Wahl einmalig oder mehrmalig nennt, gelten als nicht der Mehrwertsteuer unterliegende Spende.

Im Gesetzesvorschlag A legt Art. 21 Abs. 2 Ziff. 27 E-MWStG fest, von der Steuer ausgenommen seien Bekanntmachungsleistungen, welche gemeinnützige Organisationen zugunsten Dritter oder Dritte zugunsten gemeinnütziger Organisationen erbringen. In den Erläuterungen wird dazu ausgeführt: «Neu soll auch die heute in Artikel 33a MWStG geregelte Ausnahme für Bekanntmachungsleistungen am systematisch richtigen Ort geregelt werden.» Dies trifft aber gerade nicht zu. Art. 33a MWStG etabliert rechtstechnisch keine Ausnahme. Vielmehr bestimmt er, unter welchen Umständen Beiträge an gemeinnützige Organisationen oder von solchen als Spenden (und daher nicht als steuerpflichtiges Entgelt) gelten. Dieser Artikel ist erst am 1. Januar 2006 mit dem neuen Stiftungsrecht in Kraft getreten. Sein Zweck war, die frühere Praxis zu beenden, die immer wieder zu aufwendigen

Abklärungen und Diskussionen Anlass gegeben hatte. Eine Abschwächung oder gar Aufhebung dieses Artikels würde die Klarheit, die mit ihm erreicht wurde, zunichtemachen. Es gibt keinen Grund, von ihm schon wieder abzurücken. In der Botschaft wird denn auch ausgeführt, die Abgrenzung zwischen nichtsteuerbaren Spenden und steuerbarem Sponsoring solle gleich wie heute gehandhabt werden. Mit den vorgelegten Gesetzesentwürfen wird dieses Ziel aber verfehlt.

Drei notwendige Anpassungen

1. Der Gehalt von Art. 33a MWStG ist im Gesetzesentwurf A unter den Ausnahmen geregelt und würde bei deren Abschaffung ebenfalls wegfallen. Er ist am systematisch richtigen Ort anzufügen, nämlich bei der Definition der Spenden (in Art. 18 Abs. 2 Ziff. d E-MWStG). Auf jeden Fall muss er auf Gesetzesstufe beibehalten werden.
2. Der rudimentäre Wortlaut des derzeitigen Entwurfs von Art. 21 Abs. 2 Ziff. 27 E-MWStG ist zu ersetzen durch die heutige explizite Regelung. Diese hat sich sogleich bewährt und darf nicht um der Änderung willen geändert werden. In Art. 33a MWStG werden wichtige Einzelfragen ausgewogen geregelt. Nur die heutige Ausführlichkeit behält die erst im Jahr 2006 mühsam erreichte Rechtssicherheit bei und verhindert einen Rückfall in die früheren Zustände sowie Schwierigkeiten beim späteren Vollzug des neuen Gesetzes.
3. Schliesslich muss der materielle Gehalt von Art. 33a MWStG auch im Gesetzesvorschlag B integriert werden, wo derzeit eine Regelung wie im Gesetzesvorschlag A fehlt.

Ein weiterer relevanter Mangel der Vorlage aus Sicht der gemeinnützigen Organisationen betrifft den Vorsteuerabzug. Dank ihm wird der Gesamtwert einer Ware oder Dienstleistung nur einmal belastet. Nach Art. 34 Abs. 2 beider Gesetzesentwürfe müssen steuerpflichtige Personen ihren Vorsteuerabzug verhältnismässig kürzen, wenn sie Spenden oder Subventionen erhalten. Die Botschaft merkt dazu an, dass Spenden und Subventionen Nicht-Entgelte sind und die Ausnahme vom Vorsteuerabzug daher an sich systemwidrig ist. Dann wird lapidar angefügt, aus finanzpolitischen Gründen müsse die Kürzung des Vorsteuerabzugs bei Erhalt von Subventionen und Spenden beibehalten werden. Dass der Vorsteuerabzug auf Spenden in der Tat systemwidrig ist, hat schon der vom Bundesrat beauftragte Sachverständige Peter Spori moniert. In seinem Bericht vom 12. Mai 2006 kam er zum Schluss, dass Vorsteuerkürzungen wegen Subventionen und Spenden steuersystematisch nicht haltbar sind. Gegen die Zementierung dieses Missstandes sprechen aber noch weitere Gründe:

- Gemeinnützigkeit, von der Staat und Gesellschaft profitieren, muss als schützenswertes Gut behandelt werden. Es ist sinnlos, sie mit der linken Hand zu fördern und mit der rechten Hand durch Steuern zu belasten, wobei diese Last in erster Linie die Destinatäre zu tragen haben, also sozial Schwache, die auf Förderung angewiesen sind.
- Gemeinnützigkeit ist fast immer mit Freiwilligenarbeit verbunden. Der Einsatz von Bürgern für das Gemeinwesen, das bewährte Schweizer Milizprinzip, muss belohnt und darf nicht mit Fiskalabgaben bestraft werden.
- Was gemeinnützige Organisationen an Steuern abführen müssen, können sie nicht ausschütten. Dies führt tendenziell dazu, dass subsidiär der Staat vermehrt Unterstützung zu leisten hat. Hier beisst sich die Katze in den Schwanz.
- Aus föderalistischer Optik kommt es dabei zu einer kuriosen und unbefriedigenden Umverteilung. Die Mehrwertsteuern, die nach Bundesbern fliessen, müssen durch erhöhte Subventionen der Kantone und Gemeinden ersetzt werden.
- Das europäische Umfeld bewegt sich klar in Richtung einer höheren Stiftungsattraktivität. Die Beibehaltung der Kürzung des Vorsteuerabzugs führt dazu, dass sich die steuerlichen Rahmenbedingungen des schweizerischen Gemeinnützigkeitsstandorts verschlechtern. Eine Stiftung, die sich nicht in der Schweiz domiziliert, wird in der Regel in der Schweiz auch keine Ausschüttungen vornehmen.

Fiskalpolitisch scheint die Kürzung des Vorsteuerabzugs überdies keineswegs zwingend. Die Steuerausfälle, die sich aus der Beseitigung der Vorsteuerkürzungen ergeben würden, beliefen sich gemäss Finanzdepartement auf rund 425 Millionen Franken. Sie könnten zur Wahrung der Haushaltsneutralität der Reform gewiss anderweitig kompensiert werden. Zudem stünden diesen verminderten Steuereinnahmen des Bundes wie erwähnt massgebliche Einsparungen bei Kantonen und Gemeinden gegenüber.

NZZ Online

Laufend aktualisierte Nachrichten, Analysen und Hintergründe zu Politik, Wirtschaft, Kultur und Sport. www.nzz.ch

* Thomas Sprecher ist Rechtsanwalt und Partner bei Niederer Kraft & Frey, Zürich. Er gehört unter anderem den Stiftungsräten der Zuger Kulturstiftung Landis & Gyr und der Fondation des Fondateurs an.